

Il n'y a pas que les indemnités qui vont être plafonnées, les libertés aussi !

Deux années d'état d'urgence ont montré les cibles de cet état de suspicion permanente : aux côtés des musulman.e.s ou supposé.e.s l'être, des habitant.e.s de quartiers populaires, des mineur.e.s et jeunes majeur.e.s, des migrant.e.s, des artistes de rue, les militant.e.s ont été ciblé.e.s.

Entre les assignations à résidence pendant la COP 21, les manifs interdites, les militant.e.s interdit.e.s de manifester et les stratégies de maintien de l'ordre pendant le mouvement contre la loi travail, cet état d'exception a aussi servi à réprimer le mouvement social. Le projet de loi « *renforçant la sécurité publique et la lutte contre le terrorisme* », en installant l'état d'urgence dans le droit de manière permanente, ne nous protégera pas mais produira les mêmes effets !

Avec les « *périmètres de protection* », le projet de loi menace la liberté de manifester et de se rassembler. Il permettra à la police (nationale, municipale et même privée) d'empêcher l'entrée ou d'expulser d'une rue, une place les personnes qui refuseront la fouille de leur sac ou de leur voiture. Les préfets ne se priveront pas d'utiliser cette arme nouvelle contre les militant.e.s et d'imposer des manifestations sous surveillance policière permanente. Nous refusons d'être parqué.e.s dans des « *manifestodromes* », nous refusons ce projet de loi ! Nous refusons ce monde de suspicion qui nous promet bientôt la pérennisation des interdictions administratives individuelles de manifester.

Avec les contrôles d'identités étendus aux abords des gares et sur toutes les frontières, le projet de loi menace les militant.e.s. La police pourra, encore plus qu'avant, soumettre chacun.e à des contrôles d'identité. Ce qui s'annonce, c'est toujours plus de contrôles au faciès : ces contrôles serviront la répression des racisé.e.s, des étranger.e.s et, aux frontières, des exilé.e.s et de celles et ceux qui les aident.

Avec les procédures expéditives de radiation, les fonctionnaires militant.e.s pourront être radié.e.s sans autre forme de procès au prétexte que leur comportement n'est pas compatible avec leurs fonctions : une arme très utile contre les camarades fonctionnaires jugé.e.s trop militant.e.s.

**Le projet de loi antiterroriste nous concerne tou.te.s :
ni loi travail XXL, ni état d'urgence permanent !**

Il n'y a pas que les indemnités qui vont être plafonnées, les libertés aussi !

Deux années d'état d'urgence ont montré les cibles de cet état de suspicion permanente : aux côtés des musulman.e.s ou supposé.e.s l'être, des habitant.e.s de quartiers populaires, des mineur.e.s et jeunes majeur.e.s, des migrant.e.s, des artistes de rue, les militant.e.s ont été ciblé.e.s.

Entre les assignations à résidence pendant la COP 21, les manifs interdites, les militant.e.s interdit.e.s de manifester et les stratégies de maintien de l'ordre pendant le mouvement contre la loi travail, cet état d'exception a aussi servi à réprimer le mouvement social. Le projet de loi « *renforçant la sécurité publique et la lutte contre le terrorisme* », en installant l'état d'urgence dans le droit de manière permanente, ne nous protégera pas mais produira les mêmes effets !

Avec les « *périmètres de protection* », le projet de loi menace la liberté de manifester et de se rassembler. Il permettra à la police (nationale, municipale et même privée) d'empêcher l'entrée ou d'expulser d'une rue, une place les personnes qui refuseront la fouille de leur sac ou de leur voiture. Les préfets ne se priveront pas d'utiliser cette arme nouvelle contre les militant.e.s et d'imposer des manifestations sous surveillance policière permanente. Nous refusons d'être parqué.e.s dans des « *manifestodromes* », nous refusons ce projet de loi ! Nous refusons ce monde de suspicion qui nous promet bientôt la pérennisation des interdictions administratives individuelles de manifester.

Avec les contrôles d'identités étendus aux abords des gares et sur toutes les frontières, le projet de loi menace les militant.e.s. La police pourra, encore plus qu'avant, soumettre chacun.e à des contrôles d'identité. Ce qui s'annonce, c'est toujours plus de contrôles au faciès : ces contrôles serviront la répression des racisé.e.s, des étranger.e.s et, aux frontières, des exilé.e.s et de celles et ceux qui les aident.

Avec les procédures expéditives de radiation, les fonctionnaires militant.e.s pourront être radié.e.s sans autre forme de procès au prétexte que leur comportement n'est pas compatible avec leurs fonctions : une arme très utile contre les camarades fonctionnaires jugé.e.s trop militant.e.s.

**Le projet de loi antiterroriste nous concerne tou.te.s :
ni loi travail XXL, ni état d'urgence permanent !**

CONTRE L'INSTAURATION D'UN ETAT D'URGENCE PERMANENT ! POUR NOS DROITS ET NOS LIBERTES ! LUNDI 25 SEPTEMBRE

pour le passage du texte de loi à l'Assemblée

Rassemblement 18h

Assemblée Nationale • Place Edouard Herriot

Métro : Assemblée Nationale

A l'appel de (1^{ers} signataires) : Action Droits des musulmans (ADM), Act-Up Paris, AFD international, Agir pour le changement et la démocratie en Algérie (ACDA), Altercarto, Altertour, Assemblée Citoyenne des Originaires de Turquie (ACORT), Association Démocratique des Tunisiens en France (ADTF), Association des Marocains en France (AMF), Association des travailleurs maghrébins de France (ATMF), Association française des juristes démocrates (AFJD), Association Marocaine de Droits Humains (AMDH Paris IDF), Association Nationale d'assistance aux frontières pour les étrangers (ANAFE), ATTAC, CADTM France, Campagne BDS France, CAPJPO-EuroPalestine, Cedetim/IPAM, CGT Insertion – Probation (UFSE-CGT), Cimade, CNT, Collectif Argenteuil Solidarité Palestine, Collectif 3C, Collectif des associations citoyennes (CAC), Collectif des Universitaires contre les violences policières, Collectif Judéo Arabe et Citoyen pour la Palestine (CJACP), Collectif ni guerres ni état de guerre, Collectif pour la sortie de l'état d'urgence 5e-13e, Collectif SDF Alsace, Collectif Vérité et Justice pour Ali Ziri, Collectif Vies Volées, Comité pour le Respect des Libertés et des Droits de l'homme en Tunisie (CRLDHT), Comité Vérité et justice pour Adama, Communistes libertaires de la CGT, Compagnie Jolie Môme, Confédération Nationale du Logement (CNL), Conseil National des Associations Familiales Laïques (CNAFAL), Coordination 93 de lutte pour les sans papiers, Coordination de l'Action Non-Violente de l'Arche (CANVA), Coordination nationale Pas sans Nous, Décroissance IDF, Droit Au Logement (DAL), Droits devant !!, Dynamique Citoyenne des Tunisiens à l'Etranger (DCTE), Emancipation tendance intersyndicale, Fédération des CIRC's, Fédération des Tunisiens pour une citoyenneté des deux rives (FTCR), Fédération Nationale des Arts de la Rue, Fédération SUD Santé Sociaux, Femmes Egalité, Femmes Plurielles, Fondation Copernic, Fondation Frantz Fanon, Front Social, FUIQP, GENEPI, GISTI, Identité plurielle, Immigration Développement Démocratie (IDD), Justice&Liberté, Liberpensula Frakcio de SAT, La Cabane juridique, La Chapelle Debout, Montreuil Palestine, Mouvement Contre Le Racisme et pour L'Amitié Entre Les Peuples (MRAP), Mouvement de la paix, Mouvement National des Chômeurs et des Précaires (MNCP), Observatoire International des Prisons Section Française (OIP Section Française), Participation et Spiritualité Musulmane (PSM), Pride de nuit, Réseau Education Sans Frontières (RESF), Réseau Euro Maghrébin Citoyenneté et Culture (REMCC), Réseau Universitaire Sans Frontières Paris 1 (RUSF P1), Revue Inprecors, Sang pour Sans, Sciences Citoyennes, SNPES-PJJ-FSU, SNTEFP-CGT, Solidarité Laïque, Sortir du colonialisme, Sortir du silence, Sud Aérien, Sud PTT, Survie, Syndicat de la Magistrature (SM), Syndicat de la Médecine Générale (SMG), Syndicat des Avocats de France (SAF), Syndicat Français des Artistes Interprètes (SFA-CGT), Syndicat National des Journalistes (SNJ), Syndicat National des Journalistes CGT (SNJ-CGT), Syndicat National Unitaire de la Territoriale-Fédération Syndicale Unitaire (SNUTER-FSU), Une Autre Voix Juive, Union Juive Française pour la Paix (UJFP), Union Nationale Lycéenne - Syndicale & Démocratique - (UNLSD), Union syndicale de la psychiatrie (USP), Union syndicale Solidaires...

Ainsi que : AL, Ecologie Sociale, EELV, Ensemble !, NPA, PCOF, PG, PIR...

contact@nonetatdurgence / Page FB : Contre l'état d'urgence permanent



CONTRE L'INSTAURATION D'UN ETAT D'URGENCE PERMANENT ! POUR NOS DROITS ET NOS LIBERTES ! LUNDI 25 SEPTEMBRE

pour le passage du texte de loi à l'Assemblée

Rassemblement 18h

Assemblée Nationale • Place Edouard Herriot

Métro : Assemblée Nationale

A l'appel de (1^{ers} signataires) : Action Droits des musulmans (ADM), Act-Up Paris, AFD international, Agir pour le changement et la démocratie en Algérie (ACDA), Altercarto, Altertour, Assemblée Citoyenne des Originaires de Turquie (ACORT), Association Démocratique des Tunisiens en France (ADTF), Association des Marocains en France (AMF), Association des travailleurs maghrébins de France (ATMF), Association française des juristes démocrates (AFJD), Association Marocaine de Droits Humains (AMDH Paris IDF), Association Nationale d'assistance aux frontières pour les étrangers (ANAFE), ATTAC, CADTM France, Campagne BDS France, CAPJPO-EuroPalestine, Cedetim/IPAM, CGT Insertion – Probation (UFSE-CGT), Cimade, CNT, Collectif Argenteuil Solidarité Palestine, Collectif 3C, Collectif des associations citoyennes (CAC), Collectif des Universitaires contre les violences policières, Collectif Judéo Arabe et Citoyen pour la Palestine (CJACP), Collectif ni guerres ni état de guerre, Collectif pour la sortie de l'état d'urgence 5e-13e, Collectif SDF Alsace, Collectif Vérité et Justice pour Ali Ziri, Collectif Vies Volées, Comité pour le Respect des Libertés et des Droits de l'homme en Tunisie (CRLDHT), Comité Vérité et justice pour Adama, Communistes libertaires de la CGT, Compagnie Jolie Môme, Confédération Nationale du Logement (CNL), Conseil National des Associations Familiales Laïques (CNAFAL), Coordination 93 de lutte pour les sans papiers, Coordination de l'Action Non-Violente de l'Arche (CANVA), Coordination nationale Pas sans Nous, Décroissance IDF, Droit Au Logement (DAL), Droits devant !!, Dynamique Citoyenne des Tunisiens à l'Etranger (DCTE), Emancipation tendance intersyndicale, Fédération des CIRC's, Fédération des Tunisiens pour une citoyenneté des deux rives (FTCR), Fédération Nationale des Arts de la Rue, Fédération SUD Santé Sociaux, Femmes Egalité, Femmes Plurielles, Fondation Copernic, Fondation Frantz Fanon, Front Social, FUIQP, GENEPI, GISTI, Identité plurielle, Immigration Développement Démocratie (IDD), Justice&Liberté, Liberpensula Frakcio de SAT, La Cabane juridique, La Chapelle Debout, Montreuil Palestine, Mouvement Contre Le Racisme et pour L'Amitié Entre Les Peuples (MRAP), Mouvement de la paix, Mouvement National des Chômeurs et des Précaires (MNCP), Observatoire International des Prisons Section Française (OIP Section Française), Participation et Spiritualité Musulmane (PSM), Pride de nuit, Réseau Education Sans Frontières (RESF), Réseau Euro Maghrébin Citoyenneté et Culture (REMCC), Réseau Universitaire Sans Frontières Paris 1 (RUSF P1), Revue Inprecors, Sang pour Sans, Sciences Citoyennes, SNPES-PJJ-FSU, SNTEFP-CGT, Solidarité Laïque, Sortir du colonialisme, Sortir du silence, Sud Aérien, Sud PTT, Survie, Syndicat de la Magistrature (SM), Syndicat de la Médecine Générale (SMG), Syndicat des Avocats de France (SAF), Syndicat Français des Artistes Interprètes (SFA-CGT), Syndicat National des Journalistes (SNJ), Syndicat National des Journalistes CGT (SNJ-CGT), Syndicat National Unitaire de la Territoriale-Fédération Syndicale Unitaire (SNUTER-FSU), Une Autre Voix Juive, Union Juive Française pour la Paix (UJFP), Union Nationale Lycéenne - Syndicale & Démocratique - (UNLSD), Union syndicale de la psychiatrie (USP), Union syndicale Solidaires...

Ainsi que : AL, Ecologie Sociale, EELV, Ensemble !, NPA, PCOF, PG, PIR...

contact@nonetatdurgence / Page FB : Contre l'état d'urgence permanent

